

**Un mouvement social sans précédent, qui dure, se généralise,
et rassemble toujours des millions de manifestants.**

**7 mobilisations d'une ampleur exceptionnelle en deux mois,
qui ont rassemblé de 2 millions à 3 millions et demi de manifestants.**

Un soutien populaire aux mobilisations toujours aussi massif.

Un gouvernement largement désavoué par l'opinion...

Une situation jamais vue jusqu'ici dans l'histoire sociale de notre pays !

L'intersyndicale appelle à poursuivre, amplifier et élargir la mobilisation.

Samedi 6 novembre

Grande journée de manifestations dans tout le pays

à l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, UNSA, FO, CFTC, CGC, Solidaires)

**Nous devons être plus nombreux et plus forts
dans les manifestations du 6 novembre**

Après les énormes manifestations du 19 octobre qui ont battu tous les records avec plus de 3 millions et demi de manifestants, celles du jeudi 28 ont à nouveau rassemblé près de 2 millions de personnes. Une mobilisation en pleine période de vacances scolaires, qui, malgré une diminution du nombre de participants, se maintient à un niveau très élevé (plus de 15000 manifestants à Montpellier, près de 15000 à Nîmes et de 13000 à Alès, 3500 à Carcassonne, 5000 à Narbonne...) et montre que le mouvement contre la réforme des retraites s'inscrit dans la durée.

Très forte mobilisation aussi dans l'Education Nationale pour défendre nos retraites, dénoncer le démantèlement du Service Public d'Éducation et exiger une autre politique éducative, en particulier dans le 2nd degré avec 5 grèves massives depuis la rentrée (4 grèves majoritaires dans notre académie depuis le 7 septembre) ; avec une présence massive des personnels de l'Éducation dans les manifestations, et de fortes mobilisations (grèves, grèves tournantes, reconductibles, ...) à la veille des vacances dans plus de 70 établissements de notre académie, dont plus de la moitié des lycées.

Ce mouvement social sans précédent a déjà marqué, et va marquer encore plus fortement et durablement, le paysage social et politique de notre pays.

Un mouvement social qui dure, s'élargit et s'ancre de plus en plus profondément dans la population qui le soutient toujours aussi massivement (plus de 2 français sur 3) et condamne l'attitude du gouvernement, arc-bouté sur sa « réforme » des retraites, sa politique d'austérité et de démantèlement de la Fonction Publique et du Service Public d'Éducation, qui refuse toute négociation et dont la seule stratégie est la fuite en avant.

Une population qui non seulement soutient très majoritairement les mobilisations interprofessionnelles comme notre action pour défendre le système éducatif, rejette la réforme imposée par le gouvernement, mais aussi mesure chaque jour un peu mieux la dimension politique de ce conflit social exceptionnel, la cohérence globale de la politique gouvernementale, et les liens entre retraites, emploi, salaires, Éducation, Fonction Publique et Services Publics.

Le gouvernement pour sa part continue de jouer la carte du « pourrissement », de l'affaiblissement de la mobilisation en multipliant dans les media les déclarations sur le thème « la loi est votée, les grèves et les manifestations ne servent plus à rien... ».

Certes, les jours de grève commencent à peser financièrement pour de nombreux salariés. Mais outre qu'on a déjà vu des lois, par exemple le Cpe, votées... puis retirées, le gouvernement ne peut masquer son isolement croissant, ni le rejet de plus en plus large de sa politique que confirment les records d'impopularité qu'il ne cesse de battre, sondage après sondage.

Cette situation politique inédite est un atout majeur pour le mouvement social qui doit continuer de s'inscrire dans la durée, de s'amplifier et de se généraliser pour imposer le retrait de la loi et une autre réforme des retraites. Une situation politique qui montre aussi que si nous sommes capables d'amplifier la mobilisation pour le service Public d'Éducation et de l'élargir, notamment aux parents d'élèves, nous pouvons aussi mettre en échec la politique de démantèlement de notre École et de nos métiers, et imposer une autre politique éducative.

Le Snes et la Fsu appellent l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale à poursuivre et amplifier la mobilisation, à participer massivement aux manifestations du samedi 6 novembre, et à mettre en oeuvre toutes les initiatives qu'ils jugeront utiles pour mobiliser l'ensemble de la profession et des parents d'élèves pour les manifestations du 6 novembre.

À participer aux initiatives organisées par l'intersyndicale interprofessionnelle dans les départements.

À contribuer le plus activement possible à élargir la mobilisation et à amplifier encore la campagne d'opinion en direction des parents d'élèves afin qu'ils se mobilisent massivement et activement à nos côtés pour exiger une autre politique éducative.

À se réunir dès la rentrée en Assemblée Générale dans tous les établissements pour débattre et décider des modalités de poursuite et de reconduction de l'action et des formes les mieux à même de mobiliser massivement la profession.

À débattre et décider dans les Assemblées Générales des actions à engager à tous les niveaux dans l'Éducation Nationale et des actions d'ampleur nationale à développer au plus haut niveau pour mettre en échec la politique de démantèlement du système éducatif et imposer une autre politique éducative.